



Bureau  
international  
du Travail

# Diversification économique de l'économie rurale

**TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE  
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES**

La diversification de l'économie rurale, qu'elle concerne l'agriculture ou les activités non agricoles, ouvre de grandes perspectives de réduction de la pauvreté, augmente les mécanismes compensatoires en cas de problèmes de rendement des cultures ou d'instabilité des prix, et renforce la sécurité alimentaire et la protection des moyens de subsistance des ménages ruraux. Alors qu'en Afrique, en Asie et en Amérique latine, environ 20 à 50 pour cent de la population rurale est employée à des tâches non agricoles, les moyens de subsistance d'une grande partie de la population continuent de dépendre de l'agriculture. Parvenir à un secteur agricole dynamique devrait donc figurer au centre des stratégies de développement rural, en créant de meilleurs emplois dans le secteur et, dans le même temps, en permettant la croissance d'activités non agricoles au sein de l'économie rurale. Trois stratégies principales sont avancées pour réaliser le potentiel de la diversification économique en faveur de la réduction de la pauvreté et du travail décent: le renforcement des exploitations familiales, le développement des marchés pour les produits alimentaires en supprimant les risques pour les producteurs, et la mise en œuvre de tout cela dans le cadre de politiques territoriales qui renforcent les liens entre le monde rural et le monde urbain grâce à la promotion et à l'intensification des fonctions de service aux petites villes et bourgs ruraux. L'Organisation internationale du Travail (OIT) dispose de compétences techniques pertinentes en matière de politiques sectorielles, de formations, de développement économique local, d'analyse de la chaîne de valeur, de développement des petites entreprises, d'élaboration des politiques et de dialogue social, et peut donc contribuer à ce programme de diversification économique dans les zones rurales.



## 1. Logique et justification

Les économies rurales des pays à plus faible revenu restent caractérisées par le poids considérable d'une agriculture principalement de subsistance. Selon des enquêtes menées dans 26 zones rurales de sept pays en développement (Kenya,

Madagascar, Mali, Mexique, Maroc, Nicaragua et Sénégal), 93 pour cent des foyers interrogés possédaient une ferme<sup>1</sup>.

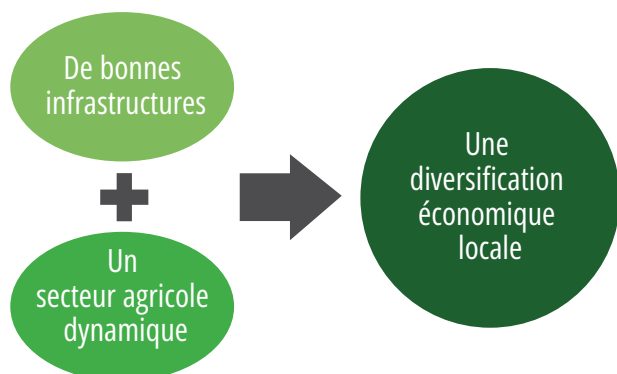
**Tableau 1. Emplois et productivité agricoles par rapport au niveau des revenus nationaux, dernière année disponible**

|   | Emplois agricoles (pourcentage de l'emploi total) | Agriculture (pourcentage du PIB) | Rendement des céréales (kilogrammes par hectare) | Productivité agricole (valeur ajoutée par travailleur, en dollars de 2005) |
|---|---|----------------------------------|--|--|
|   | 2010-12   | 2012                             | 2013   | 2013   |
| <b>Monde</b>  | 30,5  | 3                                | 3.851  | 1.201  |
| <b>Pays à faible revenu</b>                             | ..  | 28                               | 2.146  | 336  |
| <b>Pays à revenu intermédiaire</b>                      | 37,6  | 10                               | 3.752  | 1.060  |
| <b>Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)</b> | 43,1  | 17                               | 3.101  | 937  |
| <b>Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)</b> | 29,5  | 8                                | 4.400  | 1.159  |
| <b>Pays à revenu élevé</b>                              | 3,5   | 1                                | 4.916  | 18.497   |

Source: Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde 2014 (dernière mise à jour: 16 décembre 2014).

La pauvreté est généralisée dans les zones rurales. La proportion de la population sous le seuil national de pauvreté dans le milieu rural oscille entre 84 pour cent au Zimbabwe et 42 pour cent en Papouasie-Nouvelle-Guinée. C'est en moyenne deux à trois fois plus élevé qu'en zone urbaine, exception faite du Viet Nam et du Cameroun où la pauvreté rurale est 4,5 fois plus élevée. Dans un tel contexte de pauvreté, les personnes vivant dans des zones rurales de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'efforcent de minimiser les risques et recherchent la sécurité alimentaire en produisant des aliments destinés à leur propre consommation.

Si les pays souhaitent réduire rapidement la pauvreté, leurs principaux objectifs doivent être la mise en place d'un secteur agricole dynamique et la diversification vers des activités non agricoles<sup>2</sup>. L'apparition d'activités économiques non agricoles est grandement due à une croissance de la production agricole. Par exemple, dans les économies d'Asie du Sud-est, le secteur agricole prospère a généré un surplus de richesses qui a participé au financement d'investissements dans des entreprises industrielles. Les chances de diversification économique et d'évolution d'un secteur agricole vers un secteur non agricole sont plus grandes dans des régions rurales bien connectées disposant de secteurs agricoles à la croissance rapide.



<sup>1</sup> B. Losch, S. Fréguin, Gresh et E. White: *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change*, Rapport final du Programme RuralStruc, version révisée (Washington DC., Banque mondiale, 2011).

<sup>2</sup> CNUCED: Rapport 2014 sur les pays les moins avancés: *Croissance et transformation structurelle: un programme de développement pour l'après-2015* (Genève, 2014).

## 2. Champ d'application et définitions

L'économie rurale englobe une diversité de moyens de subsistance et ne se limite pas au seul secteur agricole et à la production de produits primaires<sup>3</sup>. D'une façon générale, il est possible de diviser l'économie rurale en deux catégories, à savoir le secteur agricole ou fermier, qui produit des produits primaires et le secteur non agricole ou non fermier, qui comprend toutes les activités économiques non agricoles génératrices de revenus pour les ménages ruraux<sup>4</sup>. Les activités non agricoles sont donc très hétérogènes et incluent l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, les services, la construction, le commerce, le tourisme, les transports et les services financiers, personnels et publics. La diversification économique de l'économie rurale fait référence au changement d'un secteur agricole vers des activités non agricoles en milieu rural, ou à la diversification des résultats économiques dans ces secteurs.

De nombreux éléments prouvent que la croissance et la productivité agricoles sont d'importants moteurs pour assurer une telle transformation<sup>5</sup>. L'augmentation de la productivité du secteur agricole a des effets multiplicateurs considérables et stimule d'autres secteurs de l'économie rurale. Dans les zones qui ont connu une croissance solide du secteur agricole, l'économie rurale non agricole s'est également rapidement

développée, menant à une hausse des revenus et à une certaine stabilité pour les populations rurales<sup>6</sup>. Des études sur les liens de croissance laissent entendre que chaque dollar de valeur ajoutée dans l'agriculture génère entre 0,6 et 0,8 dollar USD de revenu supplémentaire dans l'économie rurale non agricole en Asie, et entre 0,3 et 0,5 dollar USD en Afrique et en Amérique latine<sup>7</sup>. Aujourd'hui, les effets de la diversification économique des économies rurales par la croissance de l'économie rurale non agricole en tant que réaction à un secteur agricole productif sont de plus en plus reconnus comme un moteur important de la transformation structurelle dans les pays en développement<sup>8</sup>.

Dans le cadre de la diversification économique des zones rurales, il est important de créer des liens de production et de consommation entre secteurs et de veiller à leur pérennité<sup>9</sup>. Les économies agricoles et non agricoles sont reliées par des activités de production, mais le sont aussi indirectement par les revenus ou les investissements. Des liens de production peuvent se tisser lorsque la croissance du secteur agricole mène à une expansion des intrants et des services dans le secteur non agricole, ou lorsque les activités du secteur non agricole – comme la transformation agricole et la distribution qui dépendent d'intrants agricoles – augmentent la demande en produits agricoles<sup>10</sup>.

**Tableau 2. Liens de croissance: entre l'agriculture et le secteur non agricole, par secteur**

| Liens avec l'agriculture          | Secteurs secondaires (construction et fabrication)   | Secteurs tertiaires (commerces et services)   |
|-----------------------------------|--|---|
| Production:<br>Relations en aval  | Industries de la transformation et du conditionnement. Construction d'entrepôts et d'installations de commercialisation. | Transport et commerce.  |
| Production:<br>Relations en amont | Outils et équipement agricoles.  | Services agricoles et vétérinaires<br>Produits agrochimiques.<br>Fourniture d'intrants. |
| Dépenses:<br>Consommation         | Biens pour le foyer et amélioration du logement.   | Services domestiques. Transport. Vente de biens de consommation.                        |

Source: D. Start: "The Rise and Fall of the Rural Non-farm Economy: Poverty Impacts and Policy Options", dans *Development Policy Review*, 2001, volume 19 (4), pages 491-505.

3 J.R. Davis et D. Bezemer: Key emerging and conceptual issues in the development of the RNFE in developing countries and transition economies, rapport no 2755 du NRI, Chatham Maritime (Kent), Natural Resources Institute of the University of Greenwich, DFID et Banque mondiale, juillet 2003.

4 J.R. Davis: The Rural Non-Farm Economy, livelihoods and their diversification: Issues and options, rapport no 2753 du NRI, Chatham Maritime (Kent), Natural Resources Institute of the University of Greenwich, DFID et Banque mondiale, juillet 2003.

5 S. Hagblade, P. Hazell et T. Reardon: «The Rural Non-farm Economy: Prospects for Growth and Poverty Reduction», dans *World Development*, octobre 2010, volume 38, numéro 10, pages 1429-1441.

6 Idem.

7 S. Hagblade, P. Hazell et P. Dorosh: «Sectoral growth linkages between agriculture and the rural non-farm economy», dans Hagblade, Hazel et Reardon (dir. de publication): *Transforming the Rural Nonfarm Economy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2007, pages 141-182.

8 BIT: «L'importance de l'agriculture», dans *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05* (Genève, 2005), pages 127-182.

9 Les publications sur la croissance identifient deux principaux types de liens entre les secteurs agricole et non agricole: la production et les dépenses. Des relations de production se produisent en aval lorsqu'une partie du secteur non agricole utilise des extrants agricoles comme intrants. On est face à des relations de production en amont lorsque le secteur non agricole fournit des intrants pour la production agricole, des produits agrochimiques par exemple. Les liens de dépenses peuvent être divisés en liens de consommation et d'investissement: les relations de consommation font référence aux dépenses liées à la consommation des ménages, alors que les relations d'investissement se réfèrent aux dépenses servant à financer des activités agricoles ou non agricoles. B. Davis, T. Reardon, K.G. Stamoulis et P. Winters: "Promoting farm/non-farm linkages in developing countries", dans B. Davis, T. Reardon, K.G. Stamoulis et P. Winters (dir. de publication): *Promoting farm/non-farm linkages in rural development: case studies from Africa and Latin America* (Rome, FAO, 2002), pages 1-9.

10 Davis et Bezemer, 2003, *op. cit.*

Le processus de diversification économique dépend donc fortement des performances de productivité du secteur agricole qui crée des demandes et des offres pour l'économie rurale non agricole. Il est déjà en cours dans plusieurs pays en transition et en développement où 40 à 70 pour cent des revenus et des emplois ruraux proviennent du secteur non agricole<sup>11</sup>. La structure de l'emploi rural varie selon les régions en développement. Le travail non agricole emploie quelque 48 pour cent des hommes adultes en Amérique latine, aux Caraïbes, en Asie du Sud ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et quelque 38 pour cent en Asie de l'Est et dans le Pacifique, mais seulement 20 pour cent en Afrique subsaharienne rurale. Pour les femmes, les proportions sont généralement moindres<sup>12</sup>.

Les modèles de l'emploi rural dans les pays en développement montrent que la plupart des ménages ne se spécialisent pas dans des activités agricoles ou non agricoles, mais cherchent à tirer des revenus de différentes sources agricoles et non agricoles. La participation des foyers à l'économie non agricole peut donc être à temps partiel ou saisonnière<sup>13</sup>. La décision des ménages ruraux de diversifier leurs revenus semble s'appuyer sur des «facteurs de départ», comme une réduction des risques, une réaction à une crise, une volonté d'obtenir des liquidités pour stabiliser les flux de revenus, ou sur des «facteurs d'attraction», tels que la réalisation de possibilités stratégiques ou la complémentarité de différentes activités productives<sup>14</sup>.

Trois stratégies principales sont avancées pour réaliser le potentiel de la diversification économique pour la réduction de la pauvreté et le travail décent<sup>15</sup>:

**1.** Le renforcement des petites exploitations, qui emploient la majorité de la main-d'œuvre agricole, offre le plus grand potentiel de production et de création d'emplois; ce sont aussi elles qui génèrent la plus importante part des revenus ruraux. L'expansion dynamique des petites exploitations

peut être un facteur de développement d'une économie locale énergique et diversifiée, alors que, dans le même temps, les petites exploitations dépendent de l'économie locale pour obtenir des intrants, des services en tant que marché pour écouler leurs produits. D'autre part, les grandes fermes ou plantations, souvent caractérisées par des déficits de travail décent, n'ont pas forcément besoin d'une économie locale diversifiée pour prospérer puisqu'elles peuvent avoir des relations directes avec des marchés urbains plus éloignés.

**2.** Le développement des marchés pour les produits alimentaires en supprimant les risques pour leurs producteurs: les stratégies des fermiers pour éviter les risques, associées aux difficultés de prendre pied sur les marchés internationaux, expliquent la prédominance d'une production vivrière – principalement de céréales et de tubercules – dans le choix des producteurs. Les liens avec les marchés internationaux, quand ils existent, passent avant tout par l'exportation de produits de culture traditionnelle (coton, arachides, café) qui mobilise des circuits commerciaux traditionnels. Les exportations à forte valeur ajoutée sont en général très localisées, liées à des opérateurs spécialisés et ne bénéficient qu'à une petite proportion d'exploitations agricoles. Les marchés de produits alimentaires nationaux et sous régionaux restent les plus accessibles. Ils profitent aussi d'une demande forte et durable. L'extension des marchés de produits alimentaires et la réduction des risques pour les producteurs sont essentielles pour l'innovation et la diversification rurale.

**3.** La mise en œuvre d'une telle approche doit se faire dans le cadre de politiques territoriales qui renforcent les liens entre les mondes rural et urbain grâce à la promotion et à l'intensification des fonctions de service aux petites villes et bourgs ruraux, souvent négligés en faveur de plus grandes villes métropolitaines.

<sup>11</sup> Davis, 2003, *op. cit.*

<sup>12</sup> BIT: «Compétences pour l'emploi rural et le développement des communautés rurales», dans *Note d'orientation pour les politiques sur le développement des compétences pour l'emploi* (2014); Banque mondiale: *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement* (Washington DC., 2007); Fonds international de développement agricole: *Le Rapport sur la pauvreté rurale 2011 - Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération* (Rome, 2010).

<sup>13</sup> FAO, FIDA et PAM: *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012, La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition* (Rome, FAO, 2012).

<sup>14</sup> C.B. Barrett, T. Reardon et P. Webb: «Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: concepts, dynamics and policy implications», dans *Food Policy*, volume 26 (2001), pages 315-331.

<sup>15</sup> Bruno Losch, «L'emploi en Afrique subsaharienne: miser sur l'agriculture pour prévenir les crises», dans *Perspective no19* (Paris, CIRAD, octobre 2012).

### 3. L'approche de l'OIT

L'approche de l'OIT en matière de diversification économique en milieu rural se concentre sur le renforcement de la capacité de fournir des conseils techniques sur des secteurs disposant de possibilités de création d'emplois et les politiques nécessaires pour soutenir le développement de ces secteurs en vue de la création d'emplois décents.

Le premier élément de cette stratégie – des évaluations de l'impact sur l'emploi sectoriel – repose sur d'importants travaux menés par l'OIT en recourant à des tableaux d'entrées-sorties, des matrices de comptabilité sociale et des matrices de comptabilité sociale dynamiques, des modèles d'équilibre général calculable et des modèles de projection de l'emploi. Les méthodologies ont été appliquées dans différentes situations et par différents programmes du Bureau international du Travail (BIT), et fournissent des résultats qui peuvent étayer l'élaboration de politiques. Lors de ces évaluations, il est possible de cibler sur les jeunes (y compris le lien avec le travail des enfants) et/ou sur les femmes.

Le deuxième élément – les mesures politiques pour soutenir le développement de secteurs précis – peut revêtir différentes formes. L'une d'entre elles consiste à analyser les contraintes de la croissance d'un secteur par le prisme du travail décent et à proposer des recommandations politiques visant à surmonter ces limitations. Un grand nombre de domaines politiques peuvent être couverts, comme l'amélioration des compétences, la création d'entreprises et de coopératives, la santé et la sécurité au travail, la couverture de la sécurité sociale, l'inspection du travail, etc. Le BIT a mis au point plusieurs méthodologies pour ce genre d'analyse, dont la formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE) et l'approche des compétences pour le commerce et la diversification économique (STED). Une autre façon d'envisager la conception de mesures politiques cohérentes est d'adopter une approche géographique et de mettre au point des stratégies pour l'emploi rural en faisant participer des parties prenantes locales. Concrètement, cela revient à soutenir la planification politique

et le développement de programmes pour l'emploi rural au niveau local d'abord en vue d'identifier les enseignements tirés, ainsi que les outils et les approches qui peuvent entrer dans une stratégie nationale pour l'emploi rural.

L'OIT compte plusieurs avantages comparatifs, ainsi que de vastes compétences d'expert dans des domaines techniques qui soutiennent la diversification économique des zones rurales:

- Le mandat de l'Organisation de promouvoir le travail décent à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'économie rurale (décrit en 1921 et confirmé en 2008 et 2011).
- Des capacités normatives, de même que de nombreux instruments et normes pour soutenir l'élaboration de politiques dans l'économie rurale, y compris dans les secteurs non agricoles.
- Une structure tripartite qui encourage le dialogue social et renforce les compétences des partenaires sociaux.
- Des capacités techniques dans de nombreux domaines, comme le développement économique local, les investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures, l'entrepreneuriat, les coopératives, les chaînes de valeur, la microfinance, les compétences et la formation pour une autonomisation rurale, les politiques de l'emploi (emploi informel), la sécurité et santé au travail, la protection sociale, l'inspection du travail, les politiques sectorielles et les évaluations de l'impact sur l'emploi sectoriel.
- Des partenariats avec des institutions des Nations Unies et d'autres organisations (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Alliance coopérative internationale (ACI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), etc.)

### 4. L'expérience de l'OIT à ce jour

L'expérience que l'OIT a acquise grâce à ses projets de coopération technique dans les zones rurales permet de tirer de nombreux enseignements en vue de concevoir des interventions qui soutiennent la diversification économique en milieu rural.

Son programme de formation communautaire TREE a été déployé dans 11 pays pour promouvoir la génération de revenus et la création d'emplois, surtout au sein des groupes désavantagés comme les femmes, les chômeurs, les personnes sous-employées, les pauvres et les travailleurs informels. L'approche adoptée par TREE, c'est-à-dire relier les perspectives économiques déterminées par la communauté à l'acquisition de compétences intéressantes pour le secteur, pourrait aider à surmonter plusieurs difficultés que rencontrent des groupes marginalisés, fortement désavantagés au moment de diversifier leurs revenus et d'accéder à des emplois productifs et décents dans l'économie rurale non agricole.

Le projet de promotion de l'emploi rural pour la réduction de la pauvreté en République démocratique populaire lao a adopté une approche géographique plutôt que sectorielle. Il soutenait la conception d'une stratégie d'emploi rural à l'appui de la réduction de la pauvreté dans la province de Sekong (RESPR) et a démarré en novembre 2011. Il s'agissait de stratégies d'emploi à court et moyen termes, et d'une série de plans d'action. Il a fait participer le ministère du Travail et du Bien-être social, ainsi que celui de la Planification et de l'Investissement, le Comité pour le développement rural et l'éradication de la pauvreté, le Département du Travail et du Bien-être, de même que les autorités locales de Sekong. Six villages de la province ont été identifiés pour devenir des sites de démonstration, permettant ainsi de veiller à l'efficacité du programme RESPR. Les villages choisis étaient aussi ceux désignés pour l'application de la directive Sam Sang du gouvernement. Le plan d'action sur la promotion de l'emploi pour les six villages a donc été déployé parallèlement à d'autres mesures gouvernementales et dans le cadre de l'environnement local. Le souhait était de pouvoir répliquer ce modèle dans d'autres provinces de la République démocratique populaire lao afin de générer des emplois et des revenus, et ainsi réduire la pauvreté dans les zones rurales.

#### Exemple d'évaluation des effets sur l'emploi sectoriel: évaluation de l'emploi vert en République de Maurice

L'île Maurice souhaite devenir un modèle de développement durable grâce à «l'utilisation efficace des ressources, à la réduction, à la réutilisation et au recyclage de déchets, à une diminution de la pollution, à un accès équitable aux ressources pour tous et au travail décent». Le gouvernement a identifié quatre axes de développement: l'industrie sucrière, le textile, le tourisme et les services financiers. Il fallait évaluer les possibilités de création d'emplois en s'orientant vers une écologisation du secteur par opposition à une situation conventionnelle.

Un modèle d'entrées-sorties a été utilisé pour comprendre les liens entre les différents secteurs et pour évaluer les effets sur l'emploi d'une écologisation de l'économie. Les tableaux ont été adaptés pour inclure les industries «vertes». Si l'industrie disposait d'un élément vert, il était séparé des éléments conventionnels. Trois méthodes ont été suivies pour y parvenir: a) une méthode basée sur le processus qui s'intéresse au processus de production et identifie les systèmes de production écologiques, b) une méthode basée sur les produits qui s'attache aux produits finaux et identifie ceux qui sont écologiques, et c) une méthode de préservation des ressources naturelles qui identifie les industries qui contribuent à la préservation des ressources naturelles. Le modèle d'entrées-sorties permet aux chercheurs de calculer les multiplicateurs et aide les décideurs politiques à déterminer les meilleures mesures de promotion du développement durable en se concentrant sur les industries aux multiplicateurs les plus élevés. Le rapport se concentrait sur les multiplicateurs de résultats et d'emplois qui avaient été calculés en se servant des données issues d'un tableau d'entrées-sorties fourni par le Bureau central des statistiques de L'île Maurice. Afin de compléter et d'étendre les données du tableau, des données primaires ont été recueillies auprès d'associations industrielles et d'institutions publiques, dont la plupart participaient déjà à la protection de l'environnement, alors que les données secondaires provenaient également d'organisations de la société civile.

## Diversification économique de l'économie rurale

Les multiplicateurs pour toutes les industries ont ainsi été calculés<sup>16</sup>. C'est alors que des simulations ont été menées à partir d'un scénario de croissance conventionnel et d'un autre écologique. Elles ont été conduites pour trois des quatre pôles de croissance, à savoir l'industrie sucrière, le textile et le tourisme, mais aussi pour les secteurs de l'énergie et de l'électricité. Les résultats montrent que le scénario écologique pourrait générer 3 648 nouveaux emplois alors que le scénario conventionnel n'en créerait que 2 262. Le rapport conclut que même si cette analyse était la première étape pour estimer la

création d'emplois verts, davantage de recherches devaient être menées pour «i) préciser les fonctions de production des activités industrielles écologiques, ii) évaluer les effets négatifs en boucle sur l'emploi et la production d'impacts néfastes sur l'environnement et du changement climatique, et iii) introduire des indicateurs de travail décent dans le modèle».

## 5. Conseils pratiques et ressources

### Outils

BIT (2006): *Local Development and Decent Work Resource Kit (LDDW)* (Manille).

— (2009): *La formation professionnelle en milieu rural: Manuel générique sur la formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE)*, Département des compétences et de l'employabilité (Genève).

— (2011): *Analysing the employment impact of public investment and sectoral policies: The DySAM methodology*, Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre (Genève).

— (2012): *Skills for Trade and Economic Diversification (STED)* (Genève).

— (2012): *Guide pour la formulation des politiques nationales de l'emploi*, Département des politiques de l'emploi (Genève).

— (2015): *Methodologies for sectoral employment impact assessments* (Genève, à paraître).

Jarvis, A.; Varma, A.; Ram, J. (2011): *Assessing Green Jobs Potential in Developing Countries: A Practitioner's Guide* (Genève, BIT).

### Publications

Alarcon, J.; Ernst, C.; Khondker B. et coll. (2011): *Dynamic Social Accounting Matrix (DySAM) Concept, Methodology and Simulation Outcomes. The case of Indonesia and Mozambique*, Employment Working paper n° 88 (Genève, BIT).

BIT (2010): *Promoting Economic Diversity in Ukraine: The Role of the Business Enabling Environment, Skills Policies and Export Promotion* (Budapest).

— (2012): *Skills Policies for Economic Diversification in the Former Yugoslav Republic of Macedonia: Enhancing local skills policies for the food and tourism sectors* (Skopje).

— (2012): *Skills for Trade and Economic Diversification in the Kyrgyz garment sector*, Secteur de l'Emploi, Rapport sur l'Emploi no 19 (Genève).

— (2013): *Rural Employment Strategy for Poverty Reduction in Sekong Province, Lao PDR* (Bangkok).

— (2013): *Modelo de Proyección de Empleo para Colombia* (Lima).

El Achkar Hilal, S.; Meade, D.; Sparreboom, T. (2013): *The Philippines Employment Projections Model: Employment targeting and scenarios*, Employment Working Paper no 140 (Genève, BIT).

<sup>16</sup> Le rapport fournit une description plus détaillée et technique de la méthode qui clarifie le processus de calcul des multiplicateurs. Voir M. Harsdorff et R. Sultan: *Green Jobs Assessment: Mauritius* (Genève, BIT, 2014).



Ernst, C.; Peters, R. (2011): *Employment Dimension of Trade Liberalization with China: Analysis of the case of Indonesia with Dynamic Social Accounting Matrix* (Genève, Nations Unies).

Gregg, C.; Von Uexkull, E. (2011): *Skills for Trade and Economic Diversification (STED) in Bangladesh: the case of pharmaceuticals and agro-food* (Genève, BIT).

Harsdorff, M.; Sultan, R. (2014): *Green Jobs Assessment: Mauritius* (Genève, BIT).

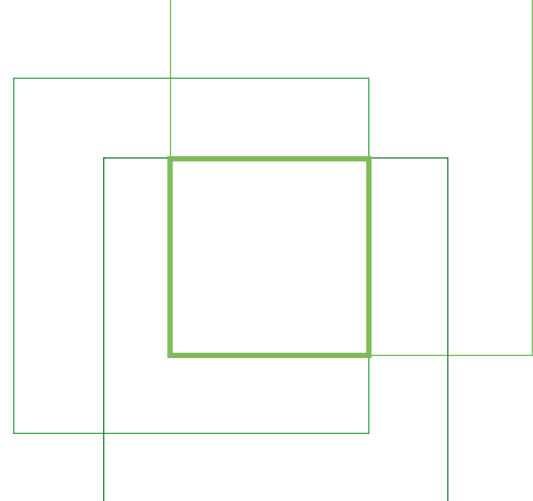
Kucera, D.; Roncolato, L. (2012): *Structure matters: Sectoral drivers of growth and the labour productivity-employment relationship*, Documents de recherche de l'OIT no 3 (Genève, BIT).

Morris, E.; Bruun, O. (2005): *Promoting employment opportunities in rural Mongolia: Past experience and ILO approaches* (Bangkok, BIT).





# Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



## **Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire**

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

## **Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural**

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

## **Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre**

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

## **Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles**

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

## **Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social**

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'oeuvre dans l'agriculture et les zones rurales

## **Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale**

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

**Pour plus d'informations, visitez notre site web: [www.ilo.org/rural](http://www.ilo.org/rural) ou écrivez à: [rural@ilo.org](mailto:rural@ilo.org)**

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale [https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS\\_436224/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang-fr/index.htm)